

## Campagne de réinscription au PDG

# L'ombre d'un toilettage à risque des écuries ?

**Jonas OSSOMBEY**  
Libreville/Gabon

Après l'organisation d'un séminaire pour resserrer les rangs des militants, au sortir de l'élection présidentielle du 27 août 2016 où beaucoup auront brillé par des actes délicieux, les dirigeants du Parti démocratique gabonais (PDG) ont décidé de passer à une autre étape depuis la fin du mois de janvier dernier. Celle d'organiser une campagne de réinscription et d'adhésion en vue, déclarent-ils, d'assainir la plus vieille machine politique du pays.

LE PDG n'a pas fini avec son opération de toilettage dans ses rangs. En effet, les instances dirigeantes tentent d'imposer des bases d'une nouvelle approche politique après une Présidentielle qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive au sein de la formation politique au pouvoir. Le tout pour faire face



Photo : Wilfried Mbinah

Faustin Boukoubi le secrétaire général du parti.

à la saignée sournoise qui la menace. A quelques mois des Législatives notamment, le PDG joue son va-tout, à travers la campagne de réinscription et d'adhésion des militants qui a démarré depuis le 25 janvier 2017. Cette opération qui devait prendre fin le 15 février 2017, se poursuit sur l'ensemble du territoire national. Si pour l'instant, aucun dirigeant, du côté du quartier Louis, ne peut confirmer

le succès de cette initiative, il n'en demeure pas moins, que son prolongement laisse croire que l'engouement dans les fédérations n'est véritablement pas au rendez-vous. Les plaies d'un travail de déstabilisation bien huilée étant encore béantes, les responsables de ladite opération n'ont pas la tâche facile. C'est tout dire sur la rudesse de l'œuvre qui est la leur. Du moins, si l'on s'en



Photo : Wilfried Mbinah

Les militants du PDG.

tient aux objectifs visés. «*Qui veut aller loin ménage sa monture, le PDG ne veut plus faire dans le pilotage à vue*», a clairement souligné son secrétaire général adjoint. La démarche, comme l'a rappelé ce cadre du parti, vise à susciter une adhésion «*individuelle et personnelle*». D'où toute la difficulté d'une situation qui éclaire une réalité politique où le partage des prébendes a été, pendant des décennies, la chose la mieux partagée. Pour mettre un terme à ce militantisme intéressé, aux allures de clientélisme, les pratiques et les discours, à travers une lecture froide et sincère du contexte actuel, ne devraient pas changer. Non plus vendre les lauriers comme par le passé, mais

plutôt sonner la charge sur la fin d'une politique dont les credo sont tristement devenus célèbres. Tout le monde se souvient encore des «*lorsqu'un fils du village va à la chasse, c'est tout le village qui se partage le gibier*» ou «*le mouton broute où il est attaché*». Pendant une quarantaine d'années, le fonctionnement de ce parti, à l'image du pays, malgré l'avènement du pluralisme en 1990, n'aura été jalonné que par l'idée d'un militantisme qui ouvrait les portes du paradis et des privilèges. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui en ont profité et bâti des carrières politiques plutôt bien remplies. La campagne de sensibilisation menée par les respon-

sables nationaux devrait prendre en compte tous ces aspects qui, dans le fond, ne cadrent que très peu avec l'idée d'un exercice de l'art de la politique dont l'ambition est désormais de sortir des champs de ruines. C'est même sûr - les habitudes ayant la peau dure -, que de nombreux militants ne croient pas à cette nouvelle philosophie. Encore qu'il ne suffit pas d'entendre des choses pour en être convaincus, et que ce qui paraît comme une réalité ressemble plus à un leurre. A coup sûr, ils iront se réinscrire ou adhérer, pour les uns afin de préserver leurs acquis sociaux, et d'autres dans l'optique d'aller (enfin) à la soupe. La base militante ne saurait être préservée que si les tenants de ces deux approches trouvent leurs comptes respectifs. D'ailleurs, le silence qui entoure cette vaste campagne présage déjà des difficultés sur le terrain. Car, ce n'est pas dans les habitudes de la maison (PDG) de taire les bienfaits d'une opération politique. Sauf à croire que l'heure est à la discrétion chez les cadres de cette formation politique.

## Environnement/Atelier régional des parlementaires d'Afrique centrale

### Mettre fin aux crimes contre la faune

**SM**  
Libreville/Gabon

LE palais Léon Mba a prêté son cadre, hier, aux assises régionales des parlementaires d'Afrique centrale. Lesquelles avaient pour thème : "Mettre fin aux crimes contre la faune sauvage et promouvoir la conservation de la faune sauvage en Afrique centrale". C'est le président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié qui a ouvert les travaux. En présence de plusieurs personnalités parmi lesquelles, la chargée d'Affaires de l'ambassade des États-Unis au Gabon, y compris le président de la Fondation du Caucus international pour la conservation (ICCF).

Cet atelier a pour but de renforcer le cadre juridique et politique permettant une lutte plus efficace contre les crimes fauniques. Il fait suite à une série de rencontres déjà organisées sur le sol africain par le ICCF dont la mission est d'encourager les États-Unis à jouer un rôle prépondérant dans la conservation à l'échelle internationale grâce à des partenariats publics et privés ; et à former la nouvelle génération de dirigeants au Congrès américain en matière de conservation. Si l'on en croit la présidente de la commission de l'Environnement et du Développement durable à l'Assemblée nationale, Angélique Ngoma, il s'agit surtout d'une occasion supplémentaire de renforcer les stratégies et



Photo : SM

La phase de la signature du protocole d'entente entre Richard Onouvié et le président fondateur du groupe ICCF.



Photo : SM

Les parlementaires de la sous-région Afrique centrale au cours de cet atelier.

procédures institutionnelles en vue de lutter efficacement contre ce fléau. Pour elle, le présent atelier traduit la volonté des parlementaires de la sous-région, de se pencher une fois de plus sur cette question cruciale. «*Nous devons nous donner les moyens de poursuivre et de renforcer cette lutte, d'où un véritable engagement dans les politiques de conservation de la faune*», a-t-elle expliqué. Ainsi, le travail de réflexion des parlementaires a porté essentiellement sur le renforcement et l'harmonisation des politiques et lois en matière de protection de la nature ; la gestion du conflit homme/faune (les stratégies au Gabon et en Afrique centrale) ; etc.

À noter que dès l'ouverture desdits travaux, le président de l'Assemblée nationale a procédé à la signature du protocole d'entente entre le Caucus parlementaire Gabon et l'ICCF. Celui-ci engage les parlementaires gabonais à la formation des Causus gabonais de la conservation avec pour objectif commun la conservation de l'importante richesse naturelle et la biodiversité du Gabon. Tout comme, il convient d'expliquer qu'un Caucus est un rassemblement de parlementaires, toutes tendances confondues, articulé autour d'un sujet ou d'un thème particulier. Son statut varie selon les préférences exprimées par les parlementaires qui y participent.

**La TROPICALE**  
- AMISSA BONGO - 2017

**Votre partenaire santé !**



Eau pure des hauts plateaux

